

Bien que le projet soit assez certain de l'atteinte des résultats dans les temps, une incertitude a surgi en 2015 quand à la qualité du résultat 1. Elle concerne la mise en œuvre de la pré collecte organisée et durable par les GIE. Initialement prévue en plusieurs phases de démarrage et pendant 12 mois consécutifs, l'intervention prévoit maintenant de fusionner les phases tout en maintenant la durée de suivi. L'approche initiale aurait permis à l'UCAT de transférer progressivement aux GIE les compétences en matière de planification, suivi, coordination et ajustement des services de pré collecte. Avec le retard, l'UCAT disposera de moins de temps pour suivre l'évolution générale des activités des GIE et l'utilisation des circuits de collecte en particulier.

2.3.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

Des mesures importantes ont été prises en 2015 en vue de la durabilité des activités du projet. Il s'agit plus particulièrement de la durabilité technique et financière, avec :

- L'application généralisée de la nouvelle tarification de la redevance mensuelle de la pré collecte (passant de 1000 à 1500 FCFA/mois) permettant aux opérateurs de couvrir leurs dépenses de fonctionnement et de renouvellement de leurs équipements
- Un choix de camions pour la collecte secondaire répondant à des spécifications techniques à composantes mécanisées standard et sans électronique, accessibles donc aux garagistes locaux
- Le développement de circuits de tri de certaines fractions de déchets (matière organique, plastiques, papiers/cartons) qui sont valorisées et qui retrouvent une valeur marchande
- Les quantités des matières recyclées et valorisées sur place dans les quartiers, ne sont plus transportées en dehors de la ville (vers le CET) permettant des économies de carburant
- La participation à des conférences internationales et à des échanges régionaux pour permettre aux partenaires de tisser de nouveaux partenariats et de préparer des nouvelles idées de projet.

La durabilité institutionnelle de l'intervention est basée sur l'implication des chefs de quartier, acteurs locaux de proximité et les comités de développement de quartier (CDQ), instances de concertation dans les quartiers, récemment constitués.

2.4 Conclusions

Les conclusions suite à l'exercice 2015 sont les suivantes :

- La pertinence du projet ne saurait être mise en doute, ni dans ses objectifs, ni dans ses résultats. Il s'aligne parfaitement sur les orientations et priorités de l'Etat Malien, de la Coopération Belge et de la Mairie de Sikasso, le principal bénéficiaire qui souhaite renforcer son rôle de maître d'ouvrage de l'assainissement.
- Les activités principales sont dans les temps à l'exception de l'appui aux GIE pour la pré collecte, la construction/aménagement des CVQ et le lancement de l'actualisation du PSA. Pour chacune de ces activités, des mesures ont été prises pour palier au retard. En ce qui concerne l'activité avec les GIE, même si le retard accumulé est important, cela ne remet pas en cause l'atteinte du résultat 1. En effet, le démarrage de la pré collecte commence à l'arrivée des fournitures de la collecte secondaire, qui seront réceptionnées en Mars 2016. L'identification et la construction des CVQ ont aussi pris du retard de par des contraintes d'ordre administratif et foncier. Le projet, avec l'aval du CTOS, a décidé de continuer la planification avec la réalisation de l'APD pour la construction des CVQ prévue en Q1 2016. Enfin, le projet a recruté un consultant externe chargé de la facilitation et coordination de l'actualisation du PSA et le premier atelier a été lancé en Octobre 2015.

Fonctionnaire exécution nationale Mamadou TANGARA	Fonctionnaire exécution CTB Nadine DULAC
---	--

3 Monitoring des résultats

3.1 Évolution du contexte

3.1.1 Contexte général

Le contexte sécuritaire dans la zone d'intervention du projet a évolué depuis le démarrage de la formulation du projet en 2012. A deux reprises le personnel de la CTB a été évacué ; une première fois en 2012 puis en 2013. Depuis, le projet est basé dans un local appartenant à la mairie de Sikasso et gardé. Le niveau d'alerte est resté orange dans la région de Sikasso en 2015.

L'alerte Ebola qui avait été déclenchée en 2014, a été levée en 2015.

3.1.2 Contexte institutionnel

Les principales évolutions marquantes du contexte institutionnel ont été le report des élections municipales, normalement prévues en 2015, et le remaniement ministériel du 10 Janvier 2015 qui a conduit à la disparition du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité et son remplacement par celui de l'Administration territoriale et de la décentralisation dont relève l'ordonnateur du projet.

Le dispositif d'interaction entre l'unité de coordination et d'assistance technique (UCAT) du projet et l'expert international (ATI) est renforcé (proximité, locaux en commun, outils de suivi de l'implication du personnel) et permet un transfert des compétences et une appropriation progressive, collective et précise des savoirs, des rôles et des responsabilités du maître d'ouvrage de l'assainissement. La majorité des ressources humaines mises à la disposition du projet ont déjà bénéficié d'un appui en expertise.

3.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Les modalités d'exécution du projet (SMCL, CTOS, UCAT) ont parfaitement fonctionné en 2015. Les rencontres se sont déroulées selon le calendrier prévu et avec le quorum atteint. Toutes les planifications opérationnelles ont été validées sans aucune réserve. La SMCL a donné son accord de principe en vue de la passation de convention de subside avec des GIE et le manuel des procédures administratives et financières du projet a été adopté. Enfin, le CTOS a validé la matrice de monitoring, conduisant au rapport Baseline du projet.

Au niveau de l'UCAT, un poste de chargé de communication a été créé, renforçant en même temps les capacités de la mairie en matière d'IEC. L'équipe communication de l'UCAT est passée à deux personnes et a bénéficié d'un appui pour la rédaction de documents IEC. Les temps d'affectation des personnels mis à la disposition par la mairie et la DRACPN ont augmenté pour tenir compte des besoins sur le terrain. Le plan de formation des personnels de l'UCAT prévu pour 2015 a été entièrement réalisé.

3.1.4 Contexte HARMO

Hormis la Coopération Technique Belge, le principal acteur intervenant dans le secteur de l'environnement à Sikasso est la Banque Mondiale. Le programme d'appui aux communes urbaines du Mali (PACUM) a prévu la constitution de comités de développement de quartier (CDQ). Dans certains quartiers ciblés par le CONFIDES, des CDQ existent. Le CONFIDES qui prévoyait de réaliser les campagnes de sensibilisation et d'information en s'appuyant sur un panel d'intervenants composés en outre par les chefs de quartier et les conseillers, a élargi le panel en intégrant systématiquement les présidents des CDQ.

La collaboration initiée avec le projet PRODEFA de la CTB en 2014 s'est concrétisée en 2015 par la mise à disposition d'un personnel de l'UCAT CONFIDES pour la préparation et la réalisation d'un